

Introduction à la seconde édition

Cette nouvelle édition du *Dictionnaire critique de la mondialisation* s'inscrit dans un contexte profondément marqué par la « première » crise du capitalisme globalisé et financiarisé et une vision limitée des perspectives offertes pour l'avenir, au niveau des dirigeants politiques comme des individus¹. Pourtant, la mondialisation a apporté des effets bénéfiques importants comme la diffusion de technologies avancées (Internet, téléphonie mobile) et la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays. Mais elle a également engendré des inégalités et des problèmes sociaux avec la multiplication des possibilités d'évasion fiscale liée à la prolifération de paradis fiscaux, l'opacité de « nouveaux » produits financiers, l'expansion de normes comptables inappropriées, de régulateurs défaillants, des rémunérations excessives de gestionnaires et de traders et certainement une politique monétaire laxiste. La mondialisation se déploie enfin à un moment où les sociétés prennent conscience du fait que l'augmentation des atteintes à l'environnement menace la planète.

Or, que recouvre exactement le terme de « mondialisation » ? Des chercheurs décrivent la situation actuelle en ayant recours à la métaphore de l'« économie liquéfiée » pour signifier l'articulation entre légal et illégal² et souligner ainsi le caractère mondialisant d'une industrie financière ayant conquis son indépendance vis-à-vis des États territoriaux. Les flux de capitaux, dont la visibilité est somme toute limitée pour la majorité des habitants de la planète, s'avèrent ici bien plus pertinents que les flux de marchandises matérialisés par les porte-conteneurs, les activités portuaires et aéroportuaires ou encore les flux migratoires de populations en quête de meilleures conditions de vie ou tout simplement contraintes de fuir des régions dévastées par des catastrophes naturelles ou des conflits armés.

Toutefois, la mondialisation contemporaine est aussi appréhendée comme un processus beaucoup plus large allant dans le sens de l'unification du monde. Cette analyse, partagée par de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales, s'inscrit dans la lignée des historiens soucieux de marquer l'historicité du phénomène. Cette lecture fonde également le présent ouvrage.

Ce que transmet le dictionnaire

Ce dictionnaire traduit une conviction à la fois intellectuelle et politique et propose de combler une lacune. En effet, si la mondialisation a fait l'objet de nombreux ouvrages et publications au cours des dix dernières années, son caractère multidimensionnel est encore méconnu et mal compris, de sorte qu'il devient impératif de multiplier les efforts visant à permettre au plus grand nombre – élèves, étudiants, citoyens – de s'en approprier les différentes facettes. L'objectif principal est donc de dépasser la frag-

1. L'adjectif « premier » est souvent utilisé depuis la parution de l'ouvrage de l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown, expliquant la crise en raison de la cupidité des banques et du sérieux manque de coordination entre les gouvernements et les États pour encadrer le capitalisme : BROWN G., 2010, *Beyond the Crash: Overcoming the First Crisis of Globalization*, Londres, Free Press.

2. DE MAILLARD J., 2010, *L'arnaque : la finance au-dessus des lois et des règles*, Paris, Gallimard.

mentation des savoirs et offrir aux lecteurs une vision transdisciplinaire de la triple transition (économique, écologique et sociétale) dans laquelle est engagée l'humanité, afin de nourrir leurs analyses et opinions de manière aussi étayées que possible. L'adjectif « critique » ne signifie pas une lecture négative de la mondialisation sur un ton nostalgique. Il fait écho aux débats qu'elle suscite, sur la base d'analyses et de positions argumentées qui, notamment depuis la crise, ont permis de prendre de la distance par rapport à l'idéologie de la souveraineté du marché ; ce que la chute du mur de Berlin (10 novembre 1989) a représenté pour la défaite du communisme et la victoire du capitalisme, le 15 septembre 2008 (jour où la banque Lehman Brothers s'effondre) l'a probablement été au fanatisme du marché.

Ce dictionnaire autorise par conséquent le lecteur à approfondir, par étapes et sur un mode empirique, la connaissance d'une réalité complexe, celle de la mondialisation contemporaine. Il n'est certes pas à l'abri de quelques faiblesses, mais il offre la possibilité de se familiariser avec les différents registres de la mondialisation, d'en saisir le caractère protéiforme au travers des notices, essais et surtout renvois. Il ne se veut pas une école de pensée sur la mondialisation et ne repose pas sur une doctrine affirmée. Il propose en revanche une analyse partagée par une soixantaine de chercheurs, soucieux de faire prévaloir les différentes facettes de la dynamique mondialisante, et défend une thèse : parce que la mondialisation construit et reconstruit le monde au quotidien, elle explique son instabilité et son caractère inédit. Le dictionnaire cherche ainsi, finalement, à éclairer une phase de transition vers un monde nouveau.

Une ambition

Compte tenu des opportunités offertes par Internet et les moteurs de recherche qui permettent d'accéder à une masse de données considérable et sans cesse actualisées, l'approche centrée sur les descriptions institutionnelles, les données statistiques ou le discours des chantres de la mondialisation a été soigneusement évitée. C'est la quête d'une conceptualisation des changements induits par la mondialisation qui est privilégiée, avec l'identification des principaux enjeux liés à cette mondialisation. L'ouvrage met ainsi en perspective des hypothèses sur le sujet, formulées par des chercheurs en sciences sociales, ainsi que les controverses qui en découlent.

Face à cette ambition, le recours à un dictionnaire s'est naturellement imposé. Comme tout dictionnaire, il obéit à l'ordre alphabétique qui est neutre et facilite la consultation en n'imposant aucun ordre de lecture : pas de parcours d'ordre linéaire, mais un faisceau de chemins et traverses que chacun est libre d'emprunter. Les notices ainsi que les essais ne sont pas simplement juxtaposés mais, par un jeu de renvois croisés, forment un système favorisant la compréhension des différentes sphères constitutives de la mondialisation.

Un dictionnaire se différencie d'une encyclopédie et ne cherche pas l'exhaustivité, pas plus qu'il ne veut refléter l'état du monde. D'où le choix d'intégrer des notices relativement courtes donnant une idée précise de la manière dont les sciences sociales décrivent et interprètent certains concepts, leur évolution récente et leurs usages, au prisme de la mondialisation, comme anglosphère, connectivité, crise(s) financière(s), démondialisation, dénationalisation, échelle, État, expatrié, interdépendance ou sous-traitance. Le dictionnaire comporte aussi des essais où l'auteur prend le temps de mettre en scène les récents débats sur des questions aussi diverses que l'affirmation des peuples autochtones, le cinéma, le changement climatique, la décroissance, les pays émergents, les écritures numériques supports de la mondialisation, la sécurité alimentaire et les Droits de l'homme. Les grandes entrées présentant des pays ou encore certaines thématiques

ont en revanche été évitées, parce qu'elles auraient fait plus référence à un découpage traditionnel du monde (par pays ou civilisations) alors que l'objet de cet ouvrage est justement d'insister sur les conséquences spécifiques et inédites de la mondialisation sur les différentes problématiques.

Une refonte plutôt qu'une simple actualisation : réaffirmer le positionnement du dictionnaire

La version 2012 n'a pas pour seule vocation à rendre compte au travers de « nouvelles » entrées (agence de notation, catastrophe naturelle, Chinamérique, vulnérabilité, indignés ou printemps arabe) d'événements survenus depuis la version antérieure (2006). Elle ne se limite pas à une simple actualisation de données, faits et références mais résulte d'une refonte qui affirme de manière plus tranchée un positionnement scientifique.

Ainsi, pas question de lister les méga-chocs ou encore d'évoquer (une fois de plus) l'avènement d'un monde post-européen en raison de la prépondérance économique des pays émergents (thématique privilégiée des ouvrages français sur la mondialisation). Des entrées *a priori* traditionnelles comme « agriculture » et « industrie » ont disparu au profit d'essais portant sur la « sécurité alimentaire » (doit-elle être pensée au niveau national ou relever du mondial ?), l'« impérialisme agricole » évoquant l'appropriation de terres agricoles à l'étranger (notamment en Afrique) ou le débat « désindustrialisation-réindustrialisation » mené dans les anciens pays industrialisés. Le dictionnaire souligne en filigrane le caractère désuet de l'opposition First World/Third World¹. Une attention particulière a en revanche été accordée à la ville, sa matérialité, son esthétique et sa dynamique et en particulier à la métropolisation, envisagée comme traduction spatiale et locale du processus de mondialisation. Mieux que n'importe quel autre objet, elle se présente comme un terrain permettant de lire le global.

Le choix des entrées reflète en définitive le contraste entre un ordre mondial pensé autour de la figure centrale de l'État et le global, où le système-monde ne s'organise plus uniquement dans le cadre interétatique mais aussi dans celui de réseaux transnationaux, qui met en exergue le renouveau de l'échelle locale et l'émergence de l'échelle planétaire.

Les trois registres sous-jacents au choix des entrées

Dépasser la fragmentation des savoirs pour évoquer (au travers de 235 notices) les différentes facettes de la mondialisation revient à rassembler les mots et concepts (dont l'usage peut être récent ou ancien) correspondant à trois principaux registres d'analyse. Le dictionnaire décline en effet sa lecture selon trois perspectives :

1. la **globalisation** ou la métamorphose d'un capitalisme émancipé du cadre national et désormais globalisé et financiarisé grâce aux technologies d'information et de communication et à une sérieuse déréglementation financière (relevant de l'idéologie néolibérale), facilitant ainsi des dynamiques transnationales ;
2. la **mondialisation** comme reconnaissance de la pertinence de l'échelle mondiale, aussi bien pour identifier que pour comprendre et expliquer l'évolution des sociétés et des institutions, au niveau national comme au niveau local. L'émergence de cette échelle mondiale s'appuie sur et participe tout à la fois à la compression de l'espace-temps et à la possible interconnexion des lieux, à toutes échelles ;

1. Le sigle BRICS, invention des économistes, indique l'impératif d'évoquer les « puissances émergentes » quand on parle du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud.

3. la **planétarisation** comme prise de conscience de la finitude des écosystèmes naturels anthropisés et mise en évidence de crises à l'échelle de la planète Terre, avec en particulier le changement climatique, dont l'ampleur est certainement accentuée par les activités humaines, et dont les conséquences ne peuvent s'appréhender que dans la dialectique global/local, planète/territoires¹.

Ces trois entrées, qui rendent compte de l'imbrication des systèmes économiques, sociaux et environnementaux, ou encore de la mise en relation des sociétés et des individus, affirment la pertinence d'une lecture mondiale et mondialisante pour comprendre les faits sociaux et prendre conscience de la finitude de la planète Terre.

Dans ce contexte, une attention particulière doit être portée au vocabulaire. Il est indispensable en effet de différencier le mondial du global ou, encore, de qualifier à travers l'adjectif *planétaire* ce qui relève de la planète Terre. En mettant en scène le global, le mondial et le planétaire et en identifiant le capitalisme globalisé et financiarisé (ou encore dénationalisé) comme le vecteur principal (mais non unique) de ces dynamiques globalisantes et mondialisantes, le dictionnaire souligne l'interférence entre des échelles territoriales, en raison du jeu mené par des acteurs œuvrant simultanément à différents niveaux.

L'expression « basculement des échelles », utilisée par les géographes, indique ainsi de manière subtile combien le territoire national (tout comme d'ailleurs le récit national) ne peut plus représenter pour l'individu comme pour la société l'unique échelle de référence mais une parmi d'autres. D'où l'impératif de décentrer la perspective. N'évoque-t-on d'ailleurs pas, avec les nouvelles notices « flux », « communauté en ligne » et « écriture numérique » l'avènement d'une socialisation de type hybride (réelle et numérique) ?

S'appropriier le global pour évoquer la transition

Le dictionnaire ne donne pas à voir la reconfiguration du monde sur le mode géopolitique. Seule l'entrée « Chinamérique » laisse entendre qu'il convient aux Européens d'être attentifs aux relations qu'entretient l'ancienne hyperpuissance mondiale, les États-Unis, avec la Chine, un pays où le capitalisme demeure encadré par un État par ailleurs motivé par la tentation impériale. Il trace plutôt le cheminement susceptible de comprendre les dynamiques à l'œuvre allant dans le sens d'une reconfiguration du monde.

Tout en s'inscrivant dans un contexte caractérisé par une triple crise, écologique, sociétale et économique, le dictionnaire ne fait pas de la référence à la « crise » le leitmotiv majeur de sa raison d'être. Il privilégie au contraire le principe de « transformations silencieuses » à celle d'un concept jugé peu pertinent sur la longue durée. Cette affirmation ne signifie pas que des personnes et des ménages ne souffrent des actions menées par des financiers, des entreprises et des politiques. Mais le terme « crise » qui se consomme bien médiatiquement évoque l'idée d'une entrée et d'une sortie, d'un dénouement.

Or, les évolutions à l'œuvre depuis plusieurs décennies sont passées inaperçues. Pourtant, au fur et à mesure de leur accumulation, elles sont susceptibles d'accéder à une plus grande visibilité et, à terme, de modifier et renverser nos représentations traditionnelles. Appréhender la diversité des transformations silencieuses qui au quotidien remodelent nos environnements et expliquent en grande partie la forte instabilité dans

1. Un point de vue partagé par l'ensemble des experts du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat).

laquelle se retrouvent individus et sociétés se veut la raison d'être du dictionnaire : il cherche tout simplement à éclairer le processus de transition vers un monde nouveau, qui exige en contrepartie de se donner les moyens, à l'heure de l'imbrication des systèmes économiques et du changement climatique, de repenser la question du développement durable, de reconstruire le compromis perdu entre le travail et le capital et de réinventer l'universel.

La mondialisation exige en effet d'envisager la planète sur un mode plus relationnel, à condition de faire en sorte que le récit des histoires nationales devienne plus connecté et que les sociétés apprennent à se penser de façon interdépendante. N'est-il pas alors approprié dans cette phase historique de réfléchir à la réinvention de l'universel pour mieux réaffirmer ce principe tout en le refondant ? Mais décentrer la perspective traditionnelle exige de se donner les moyens cognitifs et politiques pour y parvenir. Aux sciences sociales de se doter de nouveaux paradigmes pour éclairer le débat politique¹. Pourquoi pas se « dénationaliser », pour reprendre le mot de Saskia Sassen !

En définitive, le *Dictionnaire*, en marquant la deuxième étape d'une réflexion sur les processus (multidimensionnalité et multitemporalité) de la mondialisation, a fait appel à des chercheurs qui ne sont pas tous spécialistes du sujet mais qui ont accepté, à partir de leur champ d'expertise, de donner à voir les changements en cours tout en s'interrogeant sur les enjeux sociétaux, idéologiques et politiques (l'idéologie néolibérale a-t-elle atteint un plafond d'incompétence ?), scientifiques (comment apprendre à localiser le global dans un environnement infranational ?) de la transition en cours. Tout compte fait, il s'agit bien d'apprendre à localiser le global au niveau infranational.

Cynthia Ghorra-Gobin

1. ORLÉAN A., 2011, *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Le Seuil.